Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil

(Du 5 mai 2021)

PROPOSITIONS DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**Rapport d'information concernant la mise en œuvre
des accords de positionnement stratégique des régions
Neuchâtel Littoral, Montagnes neuchâteloises,
Val-de-Ruz et Val-de-Travers**

La commission parlementaire Péréquation et régions,

composée de M^{mes} et MM. Anne Bramaud du Boucheron, présidente, Mary-Claude Fallet, vice-présidente, Marinette Matthey, Katia Della Pietra, Francis Krähenbühl, Stéphane Rosselet, Damien Humbert-Droz (*en remplacement de Fabio Bongiovanni le 20 août 2021*), Fabio Bongiovanni, Brigitte Neuhaus, Clarence Chollet, Julien Gressot, Magali Babey, Eddy Jeanneret et Daniel Berger,

fait les propositions suivantes au Grand Conseil :

Commentaire de la commission

La commission a examiné le rapport d'information du Conseil d'État en date des 20 août et 9 novembre 2021 en présence de M. Laurent Kurth, conseiller d'État, chef du département des finances et de la santé (DFS), du chargé de missions au DFS et du chef du service des communes.

Le chef du DFS a présenté le rapport 21.024 qui concerne la mise en œuvre des accords de positionnement stratégique (APS) des régions Neuchâtel Littoral, Montagnes neuchâteloises, Val-de-Ruz et Val-de-Travers. Le Conseiller d'État a présenté les mesures prises par le Conseil d'État pour cultiver la complémentarité des différentes régions dans le cadre de la vision « un canton, un espace ». Les accords de positionnement stratégique ont été conclus en 2017 entre l'État, l'association Réseau Urbain Neuchâtelois (RUN), les régions et les communes. À l'issue d'un premier cycle quadriennal, le Conseil d'État dresse un bilan réjouissant et toutes les parties aux accords ont décidé de reconduire leur engagement pour une nouvelle période de quatre ans.

La commission souhaitant développer les thématiques abordées dans le rapport, elle a invité, le délégué à la domiciliation et le directeur du RUN en date du 9 novembre 2021. Tous deux ont approfondi un aspect différent : Le délégué à la domiciliation a présenté la stratégie cantonale en matière de domiciliation et le directeur du RUN a exposé de manière plus détaillée les actions réalisées, les projets en cours et les perspectives pour l'avenir dans le cadre des APS.

La commission s'est principalement interrogée sur l'impact réel des mesures prises dans le cadre des APS et leur retour sur investissement, ainsi que sur l'adéquation des thématiques soulevées pour les différentes régions.

Il est ressorti des discussions que les actions menées sont de nature très variée et que la démarche des APS est encore à un stade peu avancé. Le rapport présenté au Grand Conseil amène des éléments concrets sur les démarches entreprises et présente un bon

aperçu de l'état de la situation. La commission reconnaît l'utilité de cette stratégie et apprécie d'en avoir été informée, bien que ses effets soient encore difficiles à évaluer.

Concernant le choix des axes forts des régions, il a été rappelé qu'il s'agit des décisions des autorités régionales, en concertation avec le Conseil d'État, et non des choix du seul Conseil d'État. Si ces axes peuvent sembler réducteurs, il faut rappeler que les régions ne se développent pas uniquement autour de ces thématiques, mais avec un appui plus marqué sur elles.

La commission a également débattu de l'opportunité de traiter ce rapport 21.024 de manière conjointe au rapport 21.023 péréquation financière intercommunale, ou indépendamment. Il a été décidé de traiter ce rapport indépendamment.

A l'issue de ces deux séances, la commission est satisfaite des réponses qu'elle a obtenues et salue la dynamique de cohérence et de dialogue lancée par les accords de positionnement stratégique. Les commissaires soulignent qu'il est utile de continuer à suivre le développement des APS et qu'une évaluation de l'impact des mesures mises en place doit être régulièrement effectuée.

Préavis sur le traitement du projet (art. 272ss OGC)

Par 7 voix contre 6, la commission propose au bureau du Grand Conseil que le projet soit traité par le Grand Conseil en débat libre.

Neuchâtel, le 24 novembre 2021

Au nom de la commission
Péréquation et régions :

La présidente, *La rapporteure,*
A. BRAMAUD DU BOUCHERON C. CHOLLET